

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS

Togo, France & Communauté . . .	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.300 fr.	800 fr.
Avion :	3.300 fr.	1.700 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.600 fr.	900 fr.
Avion :	3.750 fr.	2.300 fr.
Prix du numéro	{ Au comptant, à l'imprimerie : 75 fr. { Par porteur ou par la poste : { Togo-France & Communauté 90 fr. { Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle M. C. LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 f
Minimum	250 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 250 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES**PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT****1961**

- 5 juin — Arrêté n° 86/PR/MFAE/AE, portant convocation du collège électoral de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie (Section commerciale — 1^{re} catégorie) en vue d'élections complémentaires et fixant les modalités du scrutin 1

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**1961**

- 2 juin — Arrêté n° 7/MFAE/AE, approuvant la liste électorale (section commerciale — 1^{re} catégorie) de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo 3
- 2 juin — Arrêté n° 8/MFAE/AE, constatant des vacances à la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo 3

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES**PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT**

ARRETE N° 86-PR-MFAE-AE du 5 juin 1961 portant convocation du collège électoral de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie (section commerciale — 1^{re} catégorie) en vue d'élections complémentaires et fixant les modalités du scrutin.

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret n° 58-78 du 23 octobre 1958 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo;

Vu le décret n° 61-5 du 30 janvier 1961 portant prorogation du mandat des membres de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie;

Vu l'arrêté n° 8/MFAE/AE, du 2 juin 1961 constatant des vacances à la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie;

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques après avis du Président de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie;

ARRETE :**TITRE I**

DE LA CONVOCATION DU COLLÈGE ÉLECTORAL

ARTICLE PREMIER. — Le collège électoral appelé à élire les membres de la Chambre de commerce,

d'agriculture et d'industrie du Togo (section commerciale, 1^{re} catégorie) sera convoqué à Lomé pour le dimanche 9 juillet 1961 et s'il y a lieu à un second tour pour le dimanche 16 juillet 1961 en vue de pourvoir aux quatre vacances constatées par l'arrêté n° 8-MFAE-AE du 2 juin 1961 susvisé.

ART. 2. — Le scrutin sera ouvert à huit heures et clos à douze heures.

TITRE II

DU DÉPÔT DES CANDIDATURES

ART. 3. — Les déclarations de candidature devront être déposées au Ministère des finances et des affaires économiques avant le 24 juin à douze heures.

Elles seront valables en cas de second tour, pour lequel il ne sera pas reçu de nouvelle candidature.

ART. 4. — Il ne sera fait qu'une seule déclaration de candidature par liste; chaque déclaration devra comprendre autant de candidats qu'il y aura de sièges à pourvoir c'est-à-dire quatre et indiquer :

- les noms, prénoms, date et lieu de naissance, qualité de chaque candidat de la liste;
- la signature de tous les candidats qui composent la liste.

ART. 5. — Récépissé du dépôt de candidature sera remis sur le champ. Ce récépissé ne pourra en aucun cas être invoqué comme couvrant un cas d'inéligibilité ou d'incapacité.

ART. 6. — Nul ne pourra être candidat sur plusieurs listes.

ART. 7. — Les listes régulièrement déclarées feront l'objet, pendant les huit jours précédant le jour du scrutin d'un affichage à la Chambre de commerce de Lomé et dans les bureaux des circonscriptions administratives et des mairies.

TITRE III

DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

ART. 8. — Un bureau de vote unique siègera à la Chambre de commerce et sera composé :

- d'un représentant du Ministère des finances et des affaires économiques
- du plus jeune et du plus âgé des électeurs inscrits sur la liste électorale présents dans la salle à l'ouverture du scrutin, assesseurs.

Deux membres du bureau au moins devront siéger en permanence.

ART. 9. — Les électeurs prendront part au scrutin dans ce bureau quel que soit leur domicile.

Le vote par correspondance s'effectuera dans les conditions définies par l'article 20 du décret n° 58-78 susvisé.

ART. 10. — Les bulletins de vote devront être imprimés par un procédé quelconque ou écrits à l'encre. Il ne sera pas imposé de type uniforme pour les bulletins de vote, mais ils devront comporter les noms et prénoms des candidats.

L'impression et la mise en place des bulletins est à la charge des candidats.

ART. 11. — Le panachage est admis.

ART. 12. — Seront nuls et ne pourront entrer en compte dans le résultat du dépouillement :

- les bulletins blancs ou ceux écrits au crayon pour tout ou partie
- les bulletins ne contenant pas une désignation suffisante
- les bulletins trouvés dans l'urne, sans enveloppe
- les bulletins ou enveloppes portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers.
- les bulletins comportant le nom des personnes n'ayant pas déposé de candidature ou déclarées inéligibles.
- les bulletins ou enveloppes dans lesquels les votants se seront fait connaître ou qui comporteront des signes de reconnaissance.
- les bulletins comportant plus de noms qu'il n'y aura de sièges à pourvoir.

ART. 13. — Un nombre d'enveloppe au moins égal à celui des électeurs inscrits devra être mis à la disposition des électeurs dans la salle de vote par les soins de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie.

Il ne sera pas imposé de type uniforme d'enveloppe de vote.

ART. 14. — Il ne sera pas distribué de cartes d'électeur. La preuve de l'identité des électeurs sera apportée par tous moyens, en particulier par l'attestation de deux électeurs. Le bureau jugera s'il y a lieu d'admettre au vote ou non un électeur dont l'identité ne lui paraîtra pas établie ou sera contestée par un candidat ou un autre électeur, mention de la décision et de ses motifs sera portée au procès-verbal.

ART. 15. — Le vote sera secret. Les électeurs ne devront en aucun cas introduire en public leur bulletin dans l'enveloppe de vote.

ART. 16. — Le présent arrêté sera, vu l'urgence, publié par tous moyens.

Lomé, le 5 juin 1961

Pour le Président de la République absent :

*Le Ministre d'Etat,
Chargé des Affaires Courantes,*

P. FREITAS.

MINISTERE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

ARRETE N° 7-MFAE-AE du 2 juin 1961 *approuvant la liste électorale-section commerciale (1^{re} catégorie) de la Chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.*

Le Ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret n° 58-78 du 23 octobre 1958 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo, notamment en ses articles 5 et 14;

Vu le décret n° 61-5 du 30 janvier 1961 portant prorogation du mandat des membres de la Chambre de commerce, d'Agriculture et d'Industrie;

Vu l'arrêté n° 213/PM/MFAE/AE, du 29 octobre 1960 désignant la commission chargée de l'établissement de la liste électorale de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêtée et approuvée la liste ci-annexée des électeurs de la section commerciale, 1^{re} catégorie, à la Chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo établie par la commission désignée par l'arrêté n° 213-PM-MFAE-AE susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 juin 1961

H. D. Coco

LISTE ELECTORALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
DU TOGO — ANNÉE 1961

Section commerciale 1^{re} catégorie

- 1 — Houver, Compagnie F.A.O Lomé
- 2 — Kalife Michel, Commerçant Lomé
- 3 — Vedel, Crédit Lyonnais Lomé
- 4 — Barges, Unicomer Eyehenne Lomé
- 5 — Jazzar Fouad, Commerçant Lomé
- 6 — Ward, John Holt et Cie Lomé
- 7 — Lorne Gilberte, Pharmacienne Lomé
- 8 — Cloetta, U.A.C. et G.B.O. Lomé
- 9 — Pottier, C.F. Fabre Lomé
- 10 — Borde, S.C.O.A. Lomé
- 11 — Picolet Jean, Pharmacien Lomé
- 12 — Djabaku Albert, — id — Lomé
- 13 — Digneau, B.A.O Lomé
- 14 — Sabatier, U.A.T. Lomé

- 15 — Brosset, C.I.C.A. Lomé
- 16 — Huet, Pharmacien Lomé
- 17 — Moutou, S.G.G.G. Lomé
- 18 — Barbot, Rabe et Compagnie Lomé
- 19 — Genella, B.N.C.I. Lomé
- 20 — Godefroy, Chargeurs Réunis Lomé
- 21 — Cezac, institut d'Emission Lomé
- 22 — Choquier, C.G.E.E. Lomé
- 23 — Blanchet Jean, Pharmacien Palimé
- 24 — Lawson Alphonse, Pharmacien Palimé
- 25 — Amenyah Godwin, pharmacien Atakpamé
- 26 — Quashie William, pharmacien Lomé
- 27 — Barre, pharmacien Sokodé
- 28 — de Combert, S.C.I.A. Anécho
- 29 — Mogenier, Cie d'Assurances Lomé
- 30 — Matthia Antoine, pharmacien Lomé
- 31 — Gonzalves, pharmacien Lomé
- 32 — Ekué Simon, Gaston Nègre Lomé
- 33 — Magna Jacques, Laborex Lomé
- 34 — Badassou Jean, SOCOPAO Lomé
- 35 — Vasseur Jacques, SOAEM Lomé
- 36 — Linol André, Sté Navale Delmas Vieljeux Lomé
- 37 — Ahodikpé Salomon, pharmacien Anécho.

ARRETE N° 8/MFAE/AE du 2 juin 1961 *constatant des vacances à la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.*

Le Ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la constitution du 14 avril 1961;

Vu le décret n° 58-78 du 23 octobre 1958 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie;

Vu la lettre adressée le 20 avril 1961 sous n° 41 par le Président de la Chambre de Commerce au Ministre des finances et des Affaires économiques;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont constatées les vacances produites à la section commerciale 1^{re} catégorie de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie par le changement définitif de résidence de :

MM. Schneider	Herson
Gallon	Azemard,

élus membres de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie aux élections du 29 mars 1959.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 juin 1961

H. D. Coco.

